

“L’émancipation des travailleurs sera l’oeuvre des travailleurs eux-mêmes”

Karl Marx

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Bulletin des militants du *Nouveau Parti Anticapitaliste - Révolutionnaires* de Dassault Mérignac et Martignas

Face à l’escalade guerrière de l’État d’Israël, la complicité des grandes puissances

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu étend sa guerre au Liban. Les bombardements massifs du Sud-Liban, de la banlieue sud de Beyrouth et de la plaine de la Bekaa par l’armée israélienne, ont déjà fait plus de 700 morts et des milliers de blessés depuis qu’ils ont débuté samedi 21 septembre. Après de nouveaux bombardements sur la capitale libanaise, le gouvernement israélien a annoncé avoir tué Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah.

Un an de massacres de civils

Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d’extrême droite israélien la justification qu’il attendait pour lancer le pays dans une guerre sans fin. Depuis un an, l’opération d’anéantissement de la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé, ou même des écoles, a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l’absence d’eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l’armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

Et maintenant, c’est un pays voisin, le Liban, qui est frappé et menacé d’invasion terrestre par l’armée israélienne. Des dizaines de milliers de réfugiés fuient le Sud-Liban et les quartiers sud de Beyrouth. Pour l’État d’Israël, le fracas des bombardements sur le Liban a aussi pour avantage de détourner l’attention du génocide qui se poursuit à Gaza.

Les larmes de crocodiles des grandes puissances

Devant l’Assemblée générale des Nations unies à New York, Netanyahu est venu faire son show, certain qu’il peut compter sur le soutien sans faille des États-Unis, mais aussi de la France, de l’Allemagne ou du Royaume-Uni. Il présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël, face au danger représenté par le Hezbollah, milice chiite soutenue par l’Iran. Mais tant le Hezbollah au Liban

que l’Iran avaient pour le moment fait le choix de réactions très limitées après les attaques ciblées déjà menées par Israël les mois précédents dans ces deux pays. Face à l’État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l’Iran et le Hezbollah ne cherchaient pas la guerre et le risque d’un embrasement dans toute la région. Biden a beau clamer qu’il travaille à une désescalade au Liban, et Macron larmoyer sa solidarité avec le peuple libanais, leur priorité est de continuer à s’appuyer sur l’État d’Israël pour défendre leurs intérêts dans la région.

Pas en notre nom !

Les dirigeants du monde capitaliste, y compris depuis les assemblées de l’ONU, mènent leurs affaires avec la peau des peuples. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que le maintien de leur ordre impérialiste est assuré. Il n’y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique, car l’avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d’une guerre sans fin. En Israël, des manifestations ont lieu pour dénoncer son mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, mais il faudrait une contestation bien plus forte pour faire vaciller cette escalade guerrière. Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Faisons du week-end des 5 et 6 octobre l’occasion de manifestations massives pour faire entendre notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l’invasion du Liban.

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 30 septembre 2024

Ce bulletin est le tien, tu peux y contribuer en nous contactant à l’adresse : nparevo.dassault@gmail.com

Miroir aux AAAlouettes

Pour l'aider dans son recrutement, la direction de AAA incite ses travailleurs à parrainer des gens susceptibles d'être embauchés. Pour les encourager, elle promet même 1000€ de prime pour quiconque verrait son pote embauché en CDI. Mais vu que AAA n'embauche jamais directement en CDI, beaucoup ont fait entrer du monde avec en tête la promesse de cette prime et l'attendent toujours.

Boeing : des problèmes prévisibles

Un nouvel accident vient s'ajouter à la série qui entachent l'image de Boeing. Après la perte d'un pneu au décollage, c'est de nouveau un pneu qui a explosé pendant une maintenance provoquant la mort de deux salariés de l'entreprise sous-traitante en charge de la maintenance Delta TechOps. Les autorités américaines et la direction de Boeing traquent les responsables de tous ces incidents, rejetant la faute sur la sous-traitance ou les salariés. Il faut dire que s'ils sont logés à la même enseigne que nous, les responsables sont tout trouvés : les cadences infernales, le sous-effectif permanent, le matériel vieillissant... A Boeing comme ailleurs les directions des entreprises de l'aéronautique organisent partout des conditions de travail éreintantes, alors on est très bien placés pour savoir que peu importe nos efforts, le risque de mal faire existe.

Grève chez Boeing : malgré des premiers reculs, la lutte continue !

Face aux 33 000 travailleurs de Boeing en grève depuis le 13 septembre dans les deux principales usines américaines du groupe, la direction a reculé pour proposer des augmentations salariales de 30 % étalés sur quatre ans. Un chiffre qui semble élevé, mais qui est couplé à des reculs sur les primes qui en annulent une partie. Pas dupes, les grévistes et le syndicat des machinistes IAM ont refusé l'accord et continuent la grève. Et le rapport de force est en leur faveur : on estime que leur lutte a déjà coûté 1,4 milliard de dollars à Boeing !

Les ouvriers indiens de Samsung en grève

Un millier de salariés, en grève, campent depuis le 9 septembre devant leur usine Samsung à Sriperumbudur, en Inde. Payés 270 euros par mois à fabriquer téléviseurs, frigos et lave-linges, ils veulent des augmentations de salaire et la reconnaissance de leur syndicat. La direction a multiplié les menaces et sanctions contre les grévistes. Une centaine d'entre eux ont même été arrêtés puis relâchés. Pourtant les travailleurs tiennent bon. Une victoire chez Samsung pourrait encourager la lutte dans bien d'autres usines du pays.

Bordeaux : vétusté du CHU... et du système de santé

Le 14 septembre, un faux plafond est tombé sur un lit dans l'unité d'hospitalisation de courte durée des urgences du groupe hospitalier de Pellegrin. Par chance, la patiente et

son accompagnant présents n'ont pas été blessés. Cet « incident malheureux », pour reprendre les propos de la direction, est une nouvelle illustration du délabrement non seulement du CHU de Bordeaux mais de l'ensemble du système de santé. La nouvelle ministre de la Santé, Darrieussecq, a déjà annoncé : « Je ne suis pas une fée [...] les enveloppes n'augmenteront jamais à la hauteur que tout le monde espérait. » Les « fées » du gouvernement préfèrent se pencher sur d'autres berceaux, comme Sanofi, qui vient de bénéficier de 240 millions d'euros d'« aides » de l'État...

Martinique : l'État au secours des profiteurs

La lutte contre la vie chère se poursuit en Martinique. L'État sait que l'envoi dans l'île de la CRS 8 ne suffira pas à étouffer la révolte. Alors il propose ses mesures à lui : subventionner à coup d'argent public les entreprises de fret qui livrent les marchandises par bateau dans l'île. Ce qui revient à donner encore plus d'argent à la CMA-CGM, dont le patron est déjà la huitième fortune de France ! Les travailleurs, eux, réclament des salaires à 2 000 euros minimum et dénoncent les surprofits des transporteurs et de la grande distribution.

Augmentation du Smic au 1er novembre : le compte n'y est pas

Lors de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, le Premier ministre, Michel Barnier, a annoncé que le salaire minimum (actuellement de 1 776,92 euros brut mensuel et de 1 398,69 euros net) allait augmenter de 2 % le 1er novembre. Cela a été interprété comme un geste social, un coup de pouce du gouvernement, cette augmentation étant prévue à l'origine le 1er janvier. De plus il a fait mine de s'étonner qu'« il reste dans notre pays des branches professionnelles dans lesquelles les minimas sont inférieurs au Smic, ce n'est pas acceptable et cela devra faire l'objet de négociations rapides ». Là il se moque carrément du monde. Il y a plusieurs décennies que cette situation existe et aucun gouvernement, de droite comme de gauche, n'a jamais voulu tordre le bras aux patrons récalcitrants pour les obliger à respecter le salaire minimum. Et Barnier fera la même chose. Mais, de toute façon, pour permettre de vivre un peu décemment, le Smic mensuel net ne devrait pas être inférieur à 2 000 euros.

Suppression de l'AME : une démagogie dangereuse

Au rayon des réformes racistes qui visent à faire penser que la précarisation des travailleurs en France viendrait de l'immigration pour mieux cacher la responsabilité du patronat, on trouve la suppression de l'AME, voulue par Retailleau et applaudie par le RN. Or, cette aide ne concerne que les personnes sans-papiers les plus précaires puisque pour la toucher, il faut, entre autres, toucher moins de 10 000 euros par an, allocations comprises. Or, la majorité d'entre elles travaillent. N'importe quel être humain malade doit pouvoir être soigné où qu'il soit sur cette terre.